

**Veille de l'Observatoire**  
Numéro 101 janvier 2015

La veille de *l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations* porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, paragouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.

L'information est présentée selon le niveau d'intervention<sup>1</sup>. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour les abonnements, vous pouvez consulter notre site Internet :

<http://criec.uqam.ca/volet-observatoire/adherer-a-l-observatoire.html>

DANS CE NUMÉRO :

**GOUVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARAGOUVERNEMENTALES ET  
INTERNATIONALES**

**OTTAWA**

1. [Application de la Loi sur le multiculturalisme canadien : rapport annuel](#)
2. [Activités professionnelles et rémunération des femmes immigrantes au Canada](#)
3. [Violences faites aux femmes au Canada](#)

**QUÉBEC**

4. [Consultations sur les nouvelles politiques d'immigration : mémoire de la CDPDJ](#)
5. [Intégration de la diversité et apports de l'immigration au Québec](#)

---

<sup>1</sup> Nous regrettons qu'une part importante de la documentation présentée dans la Veille soit de langue anglaise. Pour ces documents, la traduction française n'existe pas ou n'est pas encore disponible.

## **INSTITUTIONS INTERNATIONALES**

### **NATIONS UNIES**

6. [Déplacements de force et réfugiés dans le monde : nouveau rapport du HCR](#)
7. [Système d'asile et situation des réfugiés en Grèce](#)
8. [Migration et protection des droits fondamentaux des femmes](#)
9. [Plafond de verre et ascension professionnelle des femmes](#)
10. [Violences faites aux femmes autochtones du Canada](#)
11. [Migration et formes atypiques d'emploi à travers le monde](#)
12. [Défis des politiques migratoires en 2015](#)
13. [Migration, développement et envois de fonds](#)
14. [Changements climatiques et mouvements migratoires](#)

### **UNION EUROPÉENNE**

15. [Migration et développement du capital humain en Asie : rapport de l'OCDE](#)
16. [Entreprenariat et lutte contre l'exclusion des migrants et des femmes dans l'UE](#)
17. [Lutte contre les discriminations dans l'UE](#)
18. [Protection des migrants irréguliers victimes de violences](#)

### **AILLEURS DANS LE MONDE**

19. [Insertion socioéconomique des réfugiés et demandeurs d'asile en Belgique](#)
20. [Discriminations à l'embauche en France](#)
21. [Lutte contre les discours de haine sur Internet en France](#)

## **ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

### **QUÉBEC**

22. [Violences faites aux femmes au nom de l'honneur : rapports de la TCRI](#)
23. [Situation des travailleuses domestiques au Canada](#)

### **INTERNATIONALES**

24. [Mentorat et intégration des migrants en Europe et en Amérique du Nord](#)
25. [Contributions des diasporas de réfugiés au développement des pays d'origine](#)
26. [Intégration scolaire des jeunes migrants irréguliers aux États-Unis](#)
27. [Traite des travailleuses domestiques aux États-Unis](#)
28. [Lutte contre l'afrophobie en Europe](#)
29. [Chasse aux migrants dans l'espace Schengen et aux frontières extérieures de l'UE](#)
30. [Détentions des femmes demandeuses d'asile au Royaume-Uni](#)
31. [Défis sécuritaires et respect des droits de l'homme dans le monde](#)
32. [Sociologie de la race et de l'ethnicité : nouvelle publication](#)

# GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARAGOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

## OTTAWA

### 1. Application de la Loi sur le multiculturalisme canadien : rapport annuel

**Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)** vient de publier son [26<sup>e</sup> rapport](#) sur l'application de la [Loi sur le multiculturalisme canadien](#). Outre les initiatives du gouvernement fédéral visant à promouvoir l'intégration, le pluralisme et à renforcer l'unité et la diversité au Canada, le document revient sur les efforts nationaux et internationaux du Canada visant à lutter contre l'antisémitisme. Se référant aux résultats de [l'Enquête nationale auprès des ménages \(ENM\)](#), le document nous apprend qu'en 2011, le Canada comptait plus de 200 origines ethnoculturelles, plus d'un cinquième de la population canadienne parlait une langue autre que le français ou l'anglais à la maison, plus de 7 % des Canadiens pratiquaient des religions non chrétiennes, plus de 4 % ont indiqué avoir une identité autochtone et plus de 19 % ont déclaré faire partie d'un groupe de minorités visibles. À elles seules, les régions métropolitaines de Toronto, de Montréal et de Vancouver accueillent plus de sept membres de minorités visibles sur dix. Les Sud-Asiatiques, les Chinois et les Afro-Canadiens constituent les trois plus importants groupes de minorités visibles au Canada.

### 2. Activités professionnelles et rémunération des femmes immigrantes au Canada

Publiée par **Statistique Canada**, une nouvelle étude, intitulée [L'activité féminine dans le pays d'origine et les salaires des immigrantes au Canada](#), analyse la façon dont les caractéristiques des pays d'origine pourraient être corrélées aux résultats des immigrantes sur le marché du travail canadien. Basée sur des [données](#) couvrant une période allant de 2006 à 2012, la présente étude se penche sur trois principales questions, notamment la relation entre le taux d'activité féminine dans le pays d'origine, le secteur d'activité et les salaires des immigrantes dans le pays d'accueil. Révélant une association positive entre le taux d'activité féminine dans le pays d'origine et les salaires des migrantes au Canada, l'étude constate que, comparativement aux immigrantes originaires de pays ayant de faibles taux d'activités féminines, les immigrantes originaires de pays ayant des taux d'activité féminine élevés ont un taux d'activité de même que des salaires plus élevés au Canada.

### 3. Violences faites aux femmes au Canada

**Statistique Canada** vient de publier un nouveau numéro de son périodique *Juristat* intitulé [La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2013](#). Outre une section consacrée aux violences conjugales, le document comprend deux sections portant sur l'évolution des violences familiales envers les enfants et les personnes âgées au Canada. On apprend qu'en 2013, la majorité des victimes des violences familiales déclarées par la police canadienne était de sexe féminin. En outre, 46 % des victimes de crimes violents non liés à la famille étaient des personnes de sexe féminin. Dans l'ensemble, les taux de violences familiales déclarées par la police affichent une tendance générale à la baisse. En 2013, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest affichaient les taux les plus élevés de violences familiales, alors que l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard affichaient les taux les plus faibles au Canada.

## QUÉBEC

### 4. Consultations sur les nouvelles politiques d'immigration : mémoire de la CDPDJ

Dans le cadre des consultations menées par le gouvernement provincial sur ses nouvelles politiques en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion, la **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)** a présenté à l'**Assemblée nationale** un [mémoire](#) qui comprend ses recommandations concernant la sélection des nouveaux arrivants, la lutte contre le racisme et les discriminations, l'intégration professionnelle des immigrants, ainsi que la question du recours aux travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés. Dans son mémoire, la **CDPDJ** revient sur le contexte historique du racisme et de la discrimination au Québec, afin de mieux expliquer la persistance de la discrimination à l'égard des minorités ethnoculturelles. Selon la **CDPDJ**, à la place d'inviter les nouveaux arrivants à adhérer à des valeurs communes non suffisamment définies, les nouvelles politiques québécoises d'immigration gagneraient plutôt à référer au respect des valeurs démocratiques, telles qu'inscrites dans la *Charte des droits et libertés du Québec*.

### 5. Intégration de la diversité et apports de l'immigration au Québec

Le **ministère de l'Immigration, Diversité et Inclusion (MIDI)** a publié récemment une série d'études menées par plusieurs chercheurs universitaires et portant, entre autres, sur les nouvelles politiques migratoires et l'impact de l'immigration sur l'économie, l'innovation et la démographie au Québec. [Le premier rapport](#) se penche sur les assises, les principes fondamentaux et le cadre conceptuel d'un nouvel énoncé politique en matière d'immigration au Québec. Il revient sur l'état actuel des débats sur la diversité et l'intégration des nouveaux arrivants, de même que sur l'évolution de la diversité ethnoculturelle au Québec. Le second rapport, intitulé [L'impact de l'immigration sur la dynamique économique du Québec](#), examine l'évolution récente des politiques migratoires au Canada, au Québec, en Australie, aux États-Unis, entre autres. Il fournit également un aperçu sur l'intégration professionnelle des immigrants au Québec, leur apport en main d'œuvre ainsi que leurs impacts sur l'économie et la démographie de la province. Le troisième rapport, intitulé [Synthèse de la littérature sur l'impact de l'immigration sur l'innovation](#), revient sur l'intégration scolaire des immigrants et analyse les effets de la diversité sur l'innovation économique et sociale au Québec. [Le quatrième rapport](#) examine, à la lumière des tendances nationales et internationales, les politiques et pratiques québécoises en matière de reconnaissance des compétences des travailleurs immigrants qualifiés. Rappelons que le **MIDI** a amorcé des auditions publiques sur ses nouvelles politiques en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion. À cet effet, la population québécoise était invitée, jusqu'au 10 février 2015, à répondre à un questionnaire en ligne sur le [site](#) de l'**Assemblée nationale**. Rappelons par ailleurs que la 24<sup>e</sup> édition du [Mois de l'histoire des Noirs](#) a été lancée cette année sous le thème *Défends tes convictions*.

## DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

### NATIONS UNIES

### 6. Déplacements de force et réfugiés dans le monde : nouveau rapport du HCR

Selon les [nouvelles statistiques](#) du **Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)**, en raison des conflits qui font rage au Moyen-Orient et en Afrique, plus de 5,5 millions

de personnes ont été nouvellement déplacées au cours de la première moitié de 2014, se rajoutant ainsi à plus de 51 millions de déplacés de force dans le monde. Estimés à plus de 3 millions, les réfugiés syriens forment désormais la plus grande population de réfugiés relevant du mandat du **HCR**, dépassant ainsi les réfugiés afghans qui avaient occupé cette position durant trois décennies. Dans l'ensemble, le nombre de réfugiés relevant du mandat du **HCR** atteindra les 13 millions d'ici juin 2015, pendant que le nombre des personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays et assistées par le **HCR** atteindra les 26 millions. Le changement dans la répartition régionale des populations de réfugiés figure parmi les constatations importantes du rapport : à la place de l'Asie et du Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont devenus les régions qui accueillent le plus de réfugiés dans le monde. Ce document comprend plusieurs graphiques, cartes et tableaux portant, entre autres, sur l'évolution des populations de réfugiés assistés par le **HCR** entre 1990 et 2014, leurs pays hôtes et leurs pays d'origine, ainsi que les principaux pays de destination des nouveaux réfugiés.

### **7. Système d'asile et situation des réfugiés en Grèce**

Le **HCR** vient de publier un nouveau [rapport](#) dans lequel il fait part de ses observations concernant le système d'asile et la situation des demandeurs en Grèce. Connaissant une augmentation spectaculaire des arrivées de réfugiés, la Grèce a accueilli près de 44 000 demandeurs d'asile ayant traversé la Méditerranée en 2014. Parmi les problèmes du système d'asile grec, le présent document identifie les difficultés pour les demandeurs à accéder aux procédures de demande d'asile, les détentions arbitraires, les conditions d'accueil insuffisantes, les refoulements massifs à la frontière, l'inexistence de mesures et de perspectives de soutien aux réfugiés, de même que les violences racistes et la xénophobie envers les migrants et les réfugiés. Par ailleurs, le **HCR** recommande, dans son rapport, que les États membres de l'**Union européenne (UE)** cessent de renvoyer les demandeurs d'asile vers la Grèce.

### **8. Migration et protection des droits fondamentaux des femmes**

Le **Haut-commissariat aux droits de l'homme** vient de publier [Women's Rights are Human Rights](#), un document ayant pour principal objectif d'offrir une compréhension de base ainsi qu'une introduction aux droits de la personne des femmes. Divisé en cinq sections, le document revient sur les principales dispositions internationales concernant les droits de la personne des femmes, les engagements internationaux relatifs à ce sujet, de même que certains mécanismes de protection des droits de la personne des femmes. Le document traite également des droits des femmes dans la vie publique et politique, des violences faites aux femmes en période de crise économique, de leur accès à la justice, ainsi que de l'impact des migrations sur la jouissance des femmes de leurs droits fondamentaux.

### **9. Plafond de verre et ascension professionnelle des femmes**

L'**Organisation internationale du Travail (OIT)** vient de publier [Femmes d'affaires et femmes cadres. Une montée en puissance](#). Il s'agit d'un document de référence qui examine les récentes statistiques et informations concernant les expériences et les réalités professionnelles des femmes cadres au niveau mondial. Le rapport vise à faire mieux comprendre les obstacles rencontrés par les femmes dans le monde des affaires et de l'encadrement. On apprend qu'en dépit de la progression du nombre des femmes d'affaires et des femmes cadres dans le monde de l'entreprise, celles-ci continuent d'être écartées des conseils d'administration et des sphères de la prise de décisions économiques à haut niveau. Le rapport affirme que le plafond de verre entrave

toujours l'ascension professionnelle des femmes cadres, les empêchant ainsi de parvenir au sommet de la hiérarchie dans le monde des affaires. En fait, plus l'entreprise ou l'organisation est grande, moins il est probable qu'une femme soit à sa tête.

#### **10. Violences faites aux femmes autochtones du Canada**

La **Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)** vient de publier un [rapport](#) qui examine le contexte des disparitions et d'assassinats des femmes autochtones au cours des dernières années en Colombie-Britannique. Le rapport analyse la réponse des gouvernements fédéral et provincial, propose des recommandations en vue de renforcer les efforts déployés afin de protéger les femmes autochtones, et rappelle que celles-ci demeurent surreprésentées parmi les victimes des homicides en Colombie-Britannique et au Canada en général. Qualifiant les filles et les femmes autochtones d'un des groupes les plus défavorisés au Canada, la **CIDH** soutient que des facteurs comme la pauvreté, le logement inadéquat, combinés aux attitudes courantes de discrimination et aux stéréotypes vis-à-vis des peuples autochtones contribuent à leur vulnérabilité accrue à la violence. La **CIDH** estime que la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles autochtones n'est pas suffisante si les facteurs sous-jacents de discriminations raciale et sexuelle ne sont pas traités d'une manière approfondie.

#### **11. Migration et formes atypiques d'emploi à travers le monde**

Le **Bureau international du Travail (BIT)** vient de publier un [rapport](#) sur l'ampleur et les tendances des formes atypiques d'emploi dans le monde. Le document se penche sur l'évolution récente de la réglementation des formes atypiques de l'emploi, sur les motifs qui poussent les entreprises à recourir aux formes de travail irrégulier, temporaire, intérimaire et à temps partiel, ainsi que sur les relations ambiguës qui en résultent. Le document analyse également l'impact des formes de travail atypiques sur les entreprises, sur le marché d'emploi et sur différentes catégories de travailleurs, entre autres les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants. Dans la grande majorité des pays examinés dans le rapport, moins de 55 % des travailleurs accèdent chaque année à un emploi régulier après avoir quitté un emploi atypique, une situation qui touche particulièrement les jeunes diplômés, les migrants et les travailleurs peu qualifiés. Que ce soit dans les pays développés ou en développement, les femmes, les jeunes, les migrants et les travailleurs issus de minorités ethnoculturelles enregistrent de faibles taux de syndicalisation et sont plus susceptibles d'occuper un emploi atypique. Selon le rapport, la surreprésentation de certaines catégories de travailleurs dans les formes atypiques d'emploi est désormais une réalité propre à la plupart des marchés du travail à travers le monde, notamment dans certains secteurs de l'économie où ces formes étaient absentes auparavant. Par ailleurs, le **BIT** a publié [world Employment and Social Outlook](#), un nouveau rapport qui prévoit une détérioration des perspectives mondiales de l'emploi au cours des cinq prochaines années. Les jeunes, tout particulièrement les jeunes femmes, continuent d'être touchés de manière disproportionnée par la montée du chômage à travers le monde.

#### **12. Défis des politiques migratoires en 2015**

L'**Organisation internationale pour les migrations (OIM)** a fait paraître un nouveau numéro de son journal bimensuel *Migration Policy Practice* intitulé [Special Issue: Migration Outlook for 2015](#). La publication met en lumière les principaux défis en matière d'immigration auxquels le monde sera confronté en 2015. Ceux-ci comprennent la nécessité de changer la perception du public vis-à-vis des migrants et de la migration, l'urgence de la mise en place de mécanismes de

réponse coordonnés et efficaces face aux crises humanitaires accrues, l'adoption de mesures urgentes visant à réduire le nombre croissant des migrants qui trouvent la mort le long des routes migratoires, l'intégration de la migration dans l'agenda mondial du développement, la protection des migrants en mer et la nécessité de mettre fin à la détention systématique des demandeurs d'asile. Outre les défis des politiques migratoires dans plusieurs régions du monde, le document s'interroge sur l'évolution des niveaux et des structures migratoires en 2015 (les types de migration, les pays d'origine, le nombre et les profils de migrants), de même que sur l'évolution des politiques et des débats sur la migration en 2015.

### **13. Migration, développement et envois de fonds**

L'OIM a publié un manuel destiné à servir de guide pour les personnes et organismes œuvrant à promouvoir et à renforcer l'impact positif du lien entre la migration, les envois de fonds et le développement. Intitulé [\*Handbook to Develop Projects on Remittances: Good Practices to Maximize the Impact of Remittances on Development\*](#), le manuel se veut un outil pour favoriser la création de partenariat entre les membres de la diaspora, les intervenants gouvernementaux impliqués dans le domaine du développement et de transfert de fonds, les ONG et les institutions universitaires. Parmi ses objectifs, le document vise à fournir un cadre conceptuel expliquant la relation entre les envois de fonds et le développement économique, à présenter un résumé des bonnes pratiques, à concevoir un modèle pour l'élaboration de programmes de développement qui bénéficie de la dynamique économique des envois de fonds, des investissements et de la philanthropie des migrants.

### **14. Changements climatiques et mouvements migratoires**

L'OIM vient de publier [\*The State of Environmental Migration 2014 - A Review of 2013\*](#), un rapport qui s'inscrit dans une série de publications ayant pour principale visée de fournir une évaluation annuelle de la nature et de la dynamique des mouvements migratoires mondiaux liés aux changements climatiques. Il s'agit de la quatrième publication annuelle de l'OIM qui se penche sur les effets à long terme des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la mobilité humaine. Le document examine également l'évolution des politiques en matière de la migration environnementale, et revient sur les effets de plusieurs catastrophes naturelles qui ont marqué certaines régions du monde en 2014.

## **UNION EUROPÉENNE**

### **15. Migration et développement du capital humain en Asie : rapport de l'OCDE**

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vient de publier [\*Building Human Capital through Labor Migration in Asia\*](#), un document de synthèse qui présente un résumé des thèmes, politiques et pratiques examinés lors de la [\*4<sup>e</sup> table ronde sur les migrations de travail\*](#). Outre les tendances migratoires de la main d'œuvre en Asie, entre l'Asie et certains pays de l'OCDE, la situation des migrants asiatiques dans le marché du travail en Europe, aux États-Unis et en Australie, le rapport examine les liens entre la migration et le développement du capital humain, la demande en main-d'œuvre en Asie, l'enseignement supérieur et la mobilité internationale des migrants diplômés. Le rapport se penche également sur les politiques japonaises d'attractions des travailleurs migrants hautement qualifiés, ainsi que sur l'impact des migrations et des envois de fonds sur la santé et l'éducation des familles des migrants restés dans les pays d'origine. Selon le document, au sein des pays de l'OCDE, il y

aurait plus de 25 millions de migrants en provenance d'Asie, dont plus de 52 % sont des femmes. Les migrants asiatiques se distinguent par leurs niveaux d'éducation relativement élevés : plus de 45 % parmi eux détiennent un diplôme universitaire, soit 14 % au-dessus de la moyenne mondiale pour les migrants.

#### **16. Entreprenariat et lutte contre l'exclusion des migrants et des femmes dans l'UE**

La **Commission européenne** a publié une étude qui examine la prédisposition des politiques publiques à soutenir la création d'emploi, en encourageant la création d'entreprises par des personnes issues des groupes sociaux défavorisés ou sous représentés dans le monde des affaires. L'étude comprend une compilation d'informations et de données sur les activités entrepreneuriales en Europe et met l'accent sur les personnes les plus exposées à l'exclusion sociale, y compris les femmes et les migrants. Intitulée [\*The Missing Entrepreneurs 2014. Policies for Inclusive Entrepreneurship in Europe\*](#), l'étude soutient que la promotion de l'esprit et des politiques d'un entreprenariat inclusif dans des populations comme celles des femmes ou des groupes ethnoculturels minoritaires aiderait à combattre le chômage et stimulerait l'inclusion. « Une croissance durable et inclusive dépend en partie du développement de l'entreprenariat, en tant que moyen de créer des emplois et de lutter contre l'exclusion sociale et financière », peut-on lire dans le rapport.

#### **17. Lutte contre les discriminations dans l'UE**

Le **Migration Policy Group (MPG)** vient de publier [\*Country Reports on Measures to Combat Discrimination 2013\*](#), une série de rapports qui fournissent un aperçu sur l'état de la mise en œuvre des directives anti-discrimination dans chacun des 28 États membres de l'UE, ainsi que dans l'**Espace économique européen (EEE)**. Le rapport revient également sur les initiatives et développements politiques visant à lutter contre les discriminations, de même que sur l'impact des décisions et arrêts de la **Cour européenne de justice** et de la **Cour européenne des droits de l'homme** sur le droit et les législations nationales.

#### **18. Protection des migrants irréguliers victimes de violences**

L'**Agence européenne des droits fondamentaux (FRA)** vient de mettre en ligne une [publication](#) qui présente les résultats d'une recherche comparative portant sur les services et pratiques de soutien aux victimes de la criminalité dans l'UE. L'étude examine l'accès des victimes d'actes criminels à la justice et à la protection contre la victimisation répétée. Outre les victimes de violences sexuelles et d'autres formes de violences fondées sur le genre, l'étude se penche sur les cas des migrants irréguliers victimes de violences, ou encore victimes de crimes haineux. Selon le rapport, dans l'ensemble des 28 États membres de l'UE, bien que des proportions importantes des membres des minorités ethnoculturelles s'estiment être victimes de violences à caractère raciste, la plupart ne signalent pas les crimes dont ils sont victimes en raisons, entre autres, d'un manque de confiance dans les autorités policières. Le présent rapport comprend également les résultats de plusieurs recherches menées auparavant par la **FRA**, notamment sur l'expérience des migrants en situation irrégulière et sur la situation des migrantes œuvrant dans le secteur du travail domestique. Par ailleurs, la **FRA** a publié une [brochure](#) qui comprend une liste ainsi que de brefs résumés de l'ensemble des recherches menées par l'organisme entre 2007 et 2014.



## **AILLEURS DANS LE MONDE**

### **19. Insertion socioéconomique des réfugiés et demandeurs d’asile en Belgique**

Le **Centre interfédéral pour l’égalité des chances** vient de publier le [résumé d’une étude](#) sur l’intégration socioéconomique des demandeurs d’asile et des réfugiés en Belgique. Intitulée *Insertion socio-économique des réfugiés: The Long and Winding Road to Employment*, l’étude examine l’influence de plusieurs facteurs, tels que la crise économique, la composition familiale, le genre et la région d’habitation sur l’insertion socioéconomique des réfugiés en Belgique. Outre les carrières d’intégration professionnelle des réfugiés et demandeurs d’asile, l’étude s’efforce à identifier les profils socioéconomiques des familles de cette catégorie de migrants, ainsi que les facteurs favorisant ou entravant leur intégration dans le marché du travail belge.

### **20. Discriminations à l’embauche en France**

Selon une [enquête](#) menée par le **Défenseur des droits**, une autorité administrative indépendante chargée de lutter contre les discriminations en France, du fait de leurs origines ethnoculturelles, les demandeurs d’emploi en France se sentent particulièrement discriminés. Plus de 80 % des répondants ayant participé à l’enquête affirment que la discrimination est assez ou même très fréquente lors de l’embauche, et plus de 85 % soutiennent que le contexte de la crise économique et du chômage augmentent le risque de discrimination au moment d’accéder à un emploi. De manière générale, l’âge et l’apparence physique arrivent à la tête de liste des motifs de discrimination lors de l’embauche, suivis de l’origine ethnoculturelle. Pour plus de la moitié des répondants issus des groupes ethnoculturels, habiter une zone urbaine sensible, être une personne de couleur, être au chômage ou être pauvre sont tous des aspects qui les désavantagent lors de l’embauche. Par ailleurs, il semble que lors des entretiens d’embauche, les demandeurs d’emploi issus de minorités ethnoculturelles sont régulièrement interrogés sur des éléments qui réfèrent à leurs origines, à leurs noms de famille, ou encore à leurs confessions. On peut également consulter le [résumé des résultats](#) de la présente enquête.

### **21. Lutte contre les discours de haine sur Internet en France**

La **Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDH)**, une structure indépendante qui assure, auprès du gouvernement et du Parlement français, un rôle de conseil et de proposition dans le domaine des droits de l’homme, a publié récemment un [avis](#) sur la lutte contre les discours de haine sur Internet. Tout en admettant qu’Internet ne puisse faire l’objet d’un contrôle qui s’apparenterait à un régime de censure généralisée, l’organisme soutient qu’étant une extension de l’espace public, Internet ne saurait en aucun cas constituer une « zone de non-droit », où tout peut se dire, se faire et se diffuser. Parmi les recommandations formulées dans son avis, la **CNCDH** appelle à l’affirmation de la souveraineté numérique de l’État, à l’adoption d’un plan d’action national sur l’éducation et la citoyenneté numériques, au renforcement des dispositifs existants de lutte contre les discours de haine et à la création d’un observatoire de ces discours sur Internet.

## ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

### QUÉBEC

#### **22. Violences faites aux femmes au nom de l'honneur : rapports de la TCRI**

La **Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)** vient de publier un document intitulé [\*Répertoire sur les violences basées sur l'honneur : comprendre et agir\*](#). Il s'agit d'un outil de base qui s'adresse aux intervenants et qui vise une meilleure compréhension, prévention, intervention en vue de réduire les violences faites aux femmes au nom de l'honneur. Qu'est-ce que les crimes d'honneurs? Les hommes peuvent-ils également être victimes de ces crimes? Les femmes peuvent-elles être actrices principales ou complices de ces violences? Quelles sont les communautés les plus touchées par ces violences? Quels sont les profils et les caractéristiques des victimes? En quoi cette forme de violence nécessite-t-elle des moyens d'intervention adaptés, relativement à ceux utilisés pour les autres formes de violence faites aux femmes? Que faire ou ne pas faire lorsqu'on est confronté à cette situation? Pourquoi? Comment et avec qui? Ce sont là, en partie, les questions auxquelles le présent document s'efforce à répondre. En outre, la **TCRI** a publié un [rapport d'analyse](#) qui fait un premier bilan des avancées réalisées dans le cadre d'un projet porté par la **TCRI** visant la prévention et la réduction des violences faites aux femmes et aux filles au nom de l'honneur. Le rapport met l'accent sur l'évaluation des besoins, les pratiques prometteuses et les lacunes en matière de détection et d'intervention auprès des victimes.

#### **23. Situation des travailleuses domestiques au Canada**

En collaboration avec l'**Organisation des femmes philippines du Québec** et avec les **Services aux collectivités – Université du Québec à Montréal**, des chercheurs de l'**UQAM** viennent de publier une étude intitulée [\*Travail domestique et exploitation : le cas des travailleuses domestiques philippines au Canada \(PAFR\)\*](#). Il s'agit d'une recherche qui vise à mettre en lumière les effets des différentes formes de privation et de coercition derrière l'exploitation des travailleuses domestiques originaires des Philippines au Canada. Les chercheurs estiment que l'obligation de résider chez l'employeur est un dispositif qui, à la fois, exprime et réorganise une forme transitionnelle d'exploitation des travailleuses domestiques, passant par une mainmise sur les corps qui se situe entre esclavage, sexage et salariat. Outre les portraits et parcours de vie de cette catégorie de travailleuses domestiques, l'étude examine le rôle des agences de placement dans leur parcours migratoire, le portrait de leurs employeurs, leurs rapports avec ces derniers, leur salaire, leurs conditions de travail et d'hébergement. Rappelons que quelque temps après la publication de cette étude, le gouvernement fédéral annonçait, dans son Plan des niveaux d'immigration 2015, [la suppression de l'obligation pour les aides familiaux de résider chez leurs employeurs](#).

## INTERNATIONALES

#### **24. Mentorat et intégration des migrants en Europe et en Amérique du Nord**

Le **MPI** vient de publier un [rapport](#) qui met en évidence la pertinence d'un certain nombre de pratiques en matière de mentorat offert aux immigrants en Europe et en Amérique du Nord. Le rapport analyse le rôle de différents initiateurs et acteurs privés et publics impliqués dans les pratiques de mentorat, y compris les formes de collaboration et les relations d'aides. Outre les

méthodes et les groupes cibles, le rapport examine les efforts des entreprises en matière de mentorat visant à générer des emplois durables et qualifiés. Le rapport fournit également une étude de cas qui porte sur le mentorat et d'autres initiatives d'insertion des migrants dans le marché du travail en Belgique, un des pays où le taux de chômage des personnes immigrantes est nettement supérieur à celui des personnes natives. Enfin, le rapport résume un certain nombre d'éléments clés et de pratiques efficaces dans le domaine du mentorat.

### **25. Contributions des diasporas de réfugiés au développement des pays d'origine**

L'**European Council on Refugees and Exiles (ECRE)** et le **Conseil danois pour les réfugiés** viennent de publier un [document de discussion](#) qui explore l'apport des diasporas de réfugiés au développement de leurs pays d'origine, ainsi que la façon dont elles coopèrent avec les ONG, les organisations de développement et les donateurs. Le document met en évidence le caractère transnational des groupes de la diaspora et démontre le lien direct entre leur implication dans leurs pays d'origine et leur intégration dans leurs pays d'accueil. Outre une analyse de la valeur ajoutée des organisations des diasporas des réfugiés dans la mise en œuvre des projets de développement, le document souligne leur intérêt à long terme à soutenir le développement de leurs pays d'origine, l'importance de leurs connaissances locales, leur capacité à élaborer des projets dans les zones géographiques difficiles d'accès, ainsi que leur soutien immédiat apporté à des populations déplacées.

### **26. Intégration scolaire des jeunes migrants irréguliers aux États-Unis**

Le **Migration Policy Institute (MPI)** vient de publier un nouveau [rapport](#) sur la mise en œuvre du programme [Deferred Action for Childhood Arrivals](#) (DACA), une initiative lancée par l'administration Obama en 2012, en vue de permettre à certains jeunes migrants sans statut régulier d'avoir un permis de travail et d'éviter la déportation. Faisant le pont entre les politiques d'immigration et celles d'éducation et de formation, cette initiative exige des migrants irréguliers arrivés au pays avant l'âge de 16 ans de suivre une formation ou de finir les études secondaires afin de pouvoir rester et travailler aux États-Unis. Basé sur des entrevues menées avec les parties prenantes dans sept États, le présent rapport examine les initiatives entreprises par les établissements d'enseignement et d'autres intervenants pour soutenir l'éducation, la formation et la réussite des jeunes inscrits dans le programme DACA.

### **27. Traite des travailleuses domestiques aux États-Unis**

L'**International Domestic Workers' Network** vient de publier [Beyond Survival: Organizing to End Human Trafficking of Domestic Workers](#), une étude qui met en lumière le lien entre la traite des personnes, le travail forcé et les travailleuses domestiques aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Selon les estimations officielles, le nombre des travailleuses domestiques atteint les 52 millions à travers le monde, dont plus de 2 millions aux États-Unis. Dans ses recommandations, le rapport soutient que la lutte contre la traite des travailleuses domestiques exige un cadre fondé sur les droits qui aborde les causes profondes de ce phénomène et qui fait la promotion des droits de l'immigration et du travail décent.

### **28. Lutte contre l'afrophobie en Europe**

L'**European Network Against Racism (ENAR)** vient de publier un rapport intitulé [Invisible Visible Minority. Confronting Afrophobia and Advancing Equality for People of African Descent and Black Europeans in Europe](#). Il s'agit d'une étude qui fournit des outils visant à démanteler

les perceptions stéréotypées et biaisées vis-à-vis des personnes d'ascendance africaine en Europe. Le rapport dénonce l'afrophobie et offre un aperçu général sur l'expérience des Afro-Européens et la façon dont ils sont considérés et traités en Europe. La troisième section de la publication est consacrée aux questions de profilage racial, de crimes haineux, ainsi que les stratégies pour y répondre.

### **29. Chasse aux migrants dans l'espace Schengen et aux frontières extérieures de l'UE**

Selon un [document](#) publié par l'ECRE, plus de 19 000 migrants, incluant 5 000 demandeurs d'asile syriens, ont été appréhendés au cours de l'opération *Mos maiorum*, une initiative lancée en octobre dernier avec le soutien de [Frontex](#) et d'[Europol](#), en vue d'intercepter les détenteurs de faux documents, les demandeurs d'asile déboutés et les trafiquants d'immigrants dans l'UE. La grande majorité des personnes interpellées sont originaires de la Syrie, d'Afghanistan, du Kosovo, de l'Erythérée, de la Somalie et d'Albanie. Plus de 11 000 parmi elles ont demandé l'asile pendant ou après leur interception. Soutenant qu'à travers de telles opérations, les institutions européennes nourrissent le fantasme d'une invasion criminelle de l'UE, des responsables de [Migreurop](#) affirment qu'une fois de plus, les demandeurs d'asile sont perçus comme de potentiels fraudeurs, et le séjour irrégulier est qualifié de délit criminel.

### **30. Détentions des femmes demandeuses d'asile au Royaume-Uni**

Selon un [rapport](#) publié par l'organisme **Women for Refugee Women**, au Royaume-Uni, les femmes demandeuses d'asile victimes de violences sexuelles ou autres formes de tortures sont systématiquement placées dans des centres de détention. Le rapport nous apprend que sur les 2 038 femmes cherchant une protection internationale au Royaume-Uni, 43 % ont été détenues plus de 30 jours et plus de 31 % de ces femmes détenues ont été renvoyées dans leurs pays d'origine. Plus de la moitié des femmes interrogées dans le rapport ignoraient les raisons de leur détention. Le rapport note par ailleurs que pour une année, le coût de détention d'un demandeur d'asile au Royaume-Uni est de 37 230 livres sterling.

### **31. Défis sécuritaires et respect des droits de l'homme dans le monde**

**Human Rights Watch** vient de publier la 25<sup>e</sup> édition de son [Rapport mondial](#). Examinant les pratiques en matière des droits de l'homme dans plus de 90 pays, le rapport soutient que dans plusieurs parties du monde, les violations des droits humains ont joué un rôle prépondérant dans le déclenchement ou l'aggravation de bon nombre de crises actuelles. Le rapport revient sur le rôle des politiques abusives et sectaires du gouvernement iraquien et syrien, de même que sur la part de l'indifférence de la communauté internationale dans l'émergence et la montée du groupe extrémiste État islamique, une situation qui, selon le rapport, se reproduit aujourd'hui au Nigeria. Le rapport déplore la réponse de nombreux pays qui, lorsqu'ils sont confrontés à un défi sécuritaire ou à des menaces terroristes, répliquent par l'instauration de mesures abusives qui, au bout du compte, alimentent les violences et aggravent les crises. En ce qui concerne le [Canada](#), le rapport a rappelé le refus du gouvernement fédéral de céder aux appels à une enquête nationale sur les assassinats et les disparitions de plus de 1 100 femmes et filles autochtones depuis 1980. En outre, face à l'usage excessif de la force et aux violences contre les femmes autochtones impliquant des membres des forces de l'ordre, **Human Rights Watch** affirme que le Canada dispose de mécanismes de plaintes contre la police inadéquats et de procédures de supervision inadaptées. Quant aux [États-Unis](#), **Human Rights Watch** a appelé les représentants étatiques et locaux à remédier aux problèmes de discrimination raciale et aux abus des forces de policières.

### **32. Sociologie de la race et de l'ethnicité : nouvelle publication**

L'**American Sociological Association (ASA)** vient de mettre en ligne le premier numéro de sa revue [\*Sociology of Race and Ethnicity\*](#), une nouvelle publication consacrée aux recherches menées sur des questions liées aux minorités et à l'ethnicité. Publiée quatre fois par année, la revue comprend des articles scientifiques, des recherches à vocation pédagogique, ainsi que des comptes-rendus critiques. Dans le premier numéro, on aborde différents sujets allant de l'immigration, du racisme, de l'ethnicité, de l'espace, des inégalités et de l'inclusion jusqu'au développement urbain, mouvements sociaux racialisés et nouvelles formes du maintien et de l'évolution du racisme.

Cette veille a été compilée et rédigée par Jaouad Amerzouk (Adjoint de recherche, Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer avec le CRIEC:  
[criec@uqam.ca](mailto:criec@uqam.ca) ou (514) 987-3000 poste 3318